

LA SUBSTITUTION ARBORICOLE ET PROCESSUS DE TRANSFORMATION SOCIO- ÉCOLOGIQUE : ANALYSE COMPARATIVE DES DYNAMIQUES URBANO-RURALES DANS LA RÉGION DE L'ADAMAOUA (CAMEROUN) ET L'ÉTAT D'OYO (NIGERIA)

DIDJA Véronique KATCHI

Université de Ngaoundéré
didjaveronique@gmail.com

Henri Brice AFANE

Université de Ngaoundéré
henribraceafane@gmail.com

Résumé

Cet article examine la substitution arboricole comme processus de transformation socio-écologique dans deux contextes ouest-africains contrastés : la région de l'Adamaoua au Cameroun et l'État d'Oyo au Nigéria. À partir d'une analyse comparative interdisciplinaire mobilisant l'écologie politique féministe, l'économie politique et l'anthropologie culturelle, le propos montre que le passage des cultures vivrières traditionnelles à l'arboriculture fruitière constitue bien plus qu'une simple mutation agricole. Il s'agit d'une recomposition profonde des rapports sociaux de production, des relations de genre, des structures générationnelles et des modes de gouvernance des ressources naturelles. L'étude révèle une divergence structurelle majeure. En effet, si la Région de l'Adamaoua présente une parité de genre remarquable (50%-50%) et une forte participation des jeunes (30% de moins de 36 ans), l'État d'Oyo demeure dominé par une structure patriarcale (80% d'hommes) et souffre d'une absence totale de jeunes agriculteurs. Ces configurations distinctes, associées à des convergences significatives dans la persistance des savoirs traditionnels et la prévalence des conflits, interrogent les trajectoires différenciées de modernisation agricole en Afrique subsaharienne.

Mots-clés : *substitution arboricole, transformation socio-écologique, agriculture ouest-africaine, rapports de genre, dynamiques générationnelles*

Abstract

This article examines arboreal substitution as a process of socio-ecological transformation in two contrasting West African contexts: the Adamaoua Region in Cameroon and Oyo State in Nigeria. Drawing on a comparative and interdisciplinary approach that integrates feminist political ecology, political economy, and cultural anthropology, the study demonstrates that the transition from traditional food crops to fruit tree cultivation represents far more than a simple agricultural change. Rather, it reflects a profound reconfiguration of social relations of production, gender relations, generational structures, and systems of natural resource governance. The findings reveal a significant structural divergence between the two study areas. The Adamaoua Region exhibits notable gender parity (50% women and 50% men) and strong youth participation (30% under the age of 36), whereas Oyo State remains largely characterized by a patriarchal structure (80% men) and the complete absence of young farmers. Despite these differences, both contexts share important similarities, particularly in the persistence of traditional knowledge systems and the prevalence of conflicts related to land use and resource management. Overall, the study highlights how arboreal substitution reshapes rural livelihoods and socio-ecological dynamics while reflecting differentiated pathways of agricultural modernisation in Sub-Saharan Africa.

Keywords : *arboreal substitution, socio-ecological transformation, West African agriculture, gender relations, generational dynamics.*

Introduction

Les transformations agraires en Afrique subsaharienne font l'objet d'un intérêt scientifique croissant, notamment dans les domaines de la sociologie rurale, de l'économie politique et de l'écologie politique. Au cours des dernières décennies, plusieurs travaux ont montré que les systèmes agricoles africains connaissent des mutations profondes sous l'effet combiné de la pression démographique, de l'urbanisation rapide, de l'intégration aux marchés et des changements environnementaux. Parmi ces dynamiques, la substitution arboricole, entendue comme le processus par lequel les agriculteurs remplacent progressivement ou complètement les

cultures vivrières annuelles par des arbres fruitiers pérennes, constitue un phénomène particulièrement significatif mais encore insuffisamment conceptualisé dans la littérature scientifique. Ce processus ne constitue pas une simple mutation technique mais représente une transformation socio-écologique complexe comportant quatre dimensions analytiques distinctes quoique articulées.

Premièrement, la dimension temporelle : l'arboriculture fruitière constitue un investissement à long terme (3 à 7 ans avant la première récolte significative selon les espèces) qui engage profondément le rapport des agriculteurs au temps, à l'incertitude et au risque. Contrairement aux cultures annuelles qui permettent des ajustements rapides, les arbres fruitiers rigidifient les choix productifs et exigent une vision prospective des marchés, des conditions climatiques et de la transmission intergénérationnelle (Ruf et Schroth, 2015).

Deuxièmement, la dimension foncière : la plantation d'arbres pérennes constitue un marqueur puissant d'appropriation territoriale qui transforme la nature des droits fonciers. Dans de nombreux systèmes coutumiers africains, planter un arbre équivaut à établir un droit de propriété durable, parfois plus fort que le simple fait de cultiver des annuelles (Berry, 1989 ; Chauveau et al., 2006). Cette dimension explique pourquoi l'accès à l'arboriculture est étroitement lié aux configurations foncières locales et pourquoi les acteurs socialement marginalisés notamment les femmes et les jeunes peuvent s'en trouver structurellement exclus.

Troisièmement, la dimension marchande : l'arboriculture fruitière s'inscrit dans une logique de production orientée vers les marchés urbains, contrairement aux cultures vivrières traditionnelles souvent destinées à l'autoconsommation ou aux échanges locaux. Elle connecte ainsi les espaces ruraux aux dynamiques de demande urbaine, aux circuits de commercialisation intermédiaires, et aux fluctuations de prix

qu'ils génèrent. Cette insertion marchande transforme les économies rurales en les rendant simultanément plus monétarisées et plus vulnérables aux chocs exogènes (Fold et Gough, 2008).

Quatrièmement, la dimension écologique : les vergers fruitiers reconfigurent les paysages agraires et les agroécosystèmes locaux. Selon les modalités de mise en œuvre monocultures intensives ou systèmes agroforestiers diversifiés la substitution arboricole peut soit appauvrir la biodiversité et accélérer la dégradation des sols, soit au contraire renforcer la complexité écologique et améliorer la résilience des systèmes de production (Schroth et al., 2004). Cette ambivalence écologique souligne l'importance d'analyser non seulement le fait de la substitution arboricole, mais également ses modalités concrètes d'organisation technique et spatiale.

Au-delà d'un simple ajustement agronomique ou économique, la substitution arboricole s'inscrit dans une transformation socio-écologique plus large qui reconfigure les relations entre les sociétés rurales, les ressources naturelles et les marchés. Elle participe à la redéfinition des systèmes de production, mais également des structures sociales locales, notamment en matière d'accès à la terre, de division du travail, de relations de genre et de dynamiques générationnelles. Dans cette perspective, les paysages agricoles ne peuvent être appréhendés uniquement comme des espaces productifs, mais doivent être compris comme des constructions sociales résultant de négociations complexes entre différents acteurs situés dans des positions de pouvoir différenciées (Ribot & Peluso, 2003 ; Rocheleau, Thomas-Slayter & Wangari, 1996 ; Watts, 2000 ; Batterbury & Fernando, 2006).

C'est dans ce cadre analytique que s'inscrit la présente recherche comparative portant sur deux contextes ouest-africains contrastés : la région de l'Adamaoua au Cameroun et l'État d'Oyo au Nigeria. Ces deux espaces présentent des

configurations écologiques, institutionnelles et socio-économiques différentes, tout en partageant une dynamique croissante de développement de l'arboriculture fruitière. L'étude repose sur un échantillon de 120 producteurs agricoles (N = 120), dont 40 dans la région de l'Adamaoua et 80 dans l'État d'Oyo, permettant ainsi d'examiner les modalités différenciées de la transition arboricole dans deux systèmes agraires distincts.

Dans cette perspective, la recherche s'articule autour de la question de savoir **comment la substitution arboricole transforme-t-elle les dynamiques socio-écologiques, les rapports sociaux et les relations rurales-urbaines dans la région de l'Adamaoua au Cameroun et dans l'État d'Oyo au Nigeria ?**

L'étude poursuit trois objectifs principaux :

- Analyser les facteurs socio-économiques, institutionnels et environnementaux qui favorisent l'émergence et l'expansion de la substitution arboricole dans les deux territoires étudiés ;
- Examiner les transformations sociales induites par ce processus, notamment en termes de rapports de genre, de participation générationnelle et d'accès aux ressources productives ;
- Comparer les trajectoires de développement de l'arboriculture fruitière dans les deux contextes afin de mettre en évidence les convergences et les divergences des modèles de transformation rurale.

Sur le plan théorique, l'analyse mobilise trois approches complémentaires permettant d'appréhender la complexité du phénomène étudié. Premièrement, l'écologie politique offre un cadre d'analyse pertinent pour comprendre comment les transformations agricoles résultent d'interactions entre facteurs environnementaux, économiques et politiques (Robbins, 2012). Deuxièmement, l'écologie politique féministe permet d'analyser les dimensions genrées de l'accès aux ressources naturelles et

des transformations agricoles (Rocheleau et al., 1996 ; Elmhirst, 2011). Troisièmement, l'économie politique rurale situe la substitution arboricole dans un contexte plus large d'intégration des économies rurales aux marchés nationaux et internationaux (Bernstein, 2010 ; Gibbon & Ponte, 2005). L'articulation de ces trois perspectives théoriques permet d'éviter une lecture réductionniste du phénomène et de saisir les multiples dimensions : sociales, économiques et écologiques de la transformation arboricole.

Sur le plan opératoire, la recherche repose sur un dispositif empirique combinant des méthodes qualitatives et quantitatives. Les données ont été collectées à travers des entretiens semi-directifs approfondis menés auprès de 120 agriculteurs, des observations ethnographiques réalisées sur une période de 18 mois, ainsi que l'analyse de documents relatifs aux politiques agricoles et foncières. L'analyse des données repose sur une approche mixte. D'une part, les entretiens ont été retranscrits et analysés à partir d'une analyse thématique et d'une analyse de contenu, permettant d'identifier les logiques d'acteurs, les stratégies agricoles et les perceptions des transformations en cours. D'autre part, les données quantitatives issues des enquêtes ont fait l'objet de statistiques descriptives et d'analyses comparatives, afin de mettre en évidence les différences structurelles entre les deux terrains. L'ensemble du processus analytique s'appuie sur une triangulation des sources et des méthodes, conformément aux recommandations méthodologiques d'Olivier de Sardan (2008), garantissant ainsi la robustesse des résultats.

Le choix des terrains d'étude s'inscrit dans une stratégie comparative de cas contrastés, visant à maximiser la variation sur certaines variables clés notamment les systèmes fonciers, les dynamiques de marché et les structures institutionnelles tout en conservant une base de comparabilité analytique (Tarrow, 2010). Cette approche permet de mieux comprendre les

trajectoires différenciées de transformation rurale en Afrique de l'Ouest.

Cet article procède en trois temps analytiques articulant cadrage théorique, analyse empirique différenciée et synthèse comparative. La première partie (I) situe la substitution arboricole dans son cadre conceptuel et contextuel. Elle présente d'abord les approches théoriques mobilisées écologie politique, écologie politique féministe, économie politique rurale et opère une revue critique de la littérature sur les transformations agricoles en Afrique. Elle caractérise ensuite les deux terrains d'enquête (région de l'Adamaoua au Cameroun et État d'Oyo au Nigeria) en identifiant leurs configurations agro-écologiques, institutionnelles et économiques distinctes. La deuxième partie (II) constitue le cœur empirique de l'article. Elle analyse les configurations différenciées de la substitution arboricole selon trois axes structurants : (1) les rapports sociaux de genre dans l'accès à la production arboricole, révélant une opposition frappante entre domination masculine à Oyo et parité dans l'Adamaoua ; (2) les dynamiques générationnelles, documentant l'absence totale de jeunes producteurs à Oyo versus un renouvellement générationnel significatif dans l'Adamaoua ; (3) les systèmes de savoirs et de pratiques, mettant en évidence la persistance des connaissances traditionnelles et les formes contrastées d'hybridation technique. La troisième partie (III) opère une synthèse comparative en deux temps. Elle examine d'abord les convergences transversales entre les deux contextes, notamment la forte conflictualité foncière et les déficits institutionnels de gouvernance. Elle identifie ensuite deux trajectoires distinctes et également viables de transformation socio-écologique : un modèle d'intensification marchande socialement inégalitaire à Oyo, et un modèle de diversification agroforestière plus inclusive dans l'Adamaoua. La conclusion récapitule les résultats empiriques, formule les contributions

théoriques de la recherche, et présente les implications pratiques pour les politiques agricoles.

I. Cadre méthodologique et contextualisation de la substitution arboricole

L'analyse de la substitution arboricole nécessite d'être replacée dans un cadre méthodologique permettant de comprendre les dynamiques agricoles, sociales et territoriales dans lesquelles elle s'inscrit. En Afrique subsaharienne, l'expansion de l'arboriculture fruitière ne constitue pas uniquement une évolution technique des systèmes de production, mais s'inscrit dans des transformations plus larges liées à l'intégration croissante des économies rurales aux marchés, aux recompositions foncières et aux mutations des relations sociales. Plusieurs travaux, notamment ceux de Henry Bernstein et de Jesse Ribot, montrent que les changements agricoles sont étroitement liés aux rapports de pouvoir, à l'accès aux ressources et aux stratégies d'adaptation des producteurs face aux pressions économiques et environnementales. Dans ce contexte, la substitution arboricole apparaît comme un processus structurant qui reconfigure à la fois les paysages ruraux, les systèmes productifs et les organisations sociales locales. Cette partie vise ainsi à situer théoriquement et empiriquement cette dynamique avant d'en analyser les configurations différenciées dans les zones étudiées.

A. Méthode de recherche et justification du design comparatif

Cette recherche repose sur un design comparatif de cas contrastés (Tarrow, 2010), visant à maximiser la variation sur certaines variables clés systèmes fonciers, densités démographiques, proximité aux marchés urbains, configurations

institutionnelles tout en maintenant une base de comparabilité analytique : deux contextes ouest-africains marqués par une expansion récente de l'arboriculture fruitière. Le choix de la région de l'Adamaoua (Cameroun) et de l'État d'Oyo (Nigeria) résulte d'un raisonnement théorique de « différences maximales » permettant d'identifier les mécanismes causaux produisant des trajectoires divergentes de transformation socio-écologique.

1. Échantillonnage et constitution du corpus empirique

L'enquête a porté sur un échantillon total de 120 arboriculteurs fruitiers, répartis entre l'État d'Oyo (N=80) et la région de l'Adamaoua (N=40). Cette asymétrie reflète les différences de densité arboricole entre les deux zones. À Oyo, la sélection a été réalisée dans trois Local Government Areas (LGA) représentatives de la diversité intra-régionale : Ibadan Nord (zone périurbaine densément peuplée, N=30), Ogbomosho (centre secondaire, N=30), et Saki (zone rurale relativement éloignée, N=20). Dans l'Adamaoua, l'échantillon a été constitué dans deux départements : Vina (N=25, bassins de Ngaoundéré et Martap) et Mbéré (N=15, autour de Meiganga). Dans chaque zone, les arboriculteurs ont été identifiés par une combinaison de techniques : recensement participatif avec les autorités villageoises et les organisations paysannes, puis échantillonnage raisonné visant à assurer une diversité selon le genre, l'âge, la taille d'exploitation et l'ancienneté dans l'arboriculture.

2. Méthodes de collecte des données

La collecte de données a combiné trois techniques complémentaires déployées sur dix-huit mois (janvier 2023 - juin 2024). Premièrement, des entretiens semi-directifs approfondis conduits auprès des 120 arboriculteurs, structurés autour de cinq thématiques : trajectoires d'accès à la terre et à

l'arboriculture ; organisation du travail et division des tâches ; pratiques techniques et sources de savoirs ; insertion marchande et stratégies de commercialisation ; conflits fonciers et relations avec les institutions. Les entretiens ont été menés dans les langues locales (yoruba à Oyo, fulfuldé et français dans l'Adamaoua) avec l'appui d'assistants de recherche formés, puis intégralement retranscrits. Deuxièmement, des observations ethnographiques réalisées dans quinze exploitations sélectionnées (dix à Oyo, cinq dans l'Adamaoua) ont permis de documenter les pratiques effectives de travail, les interactions familiales autour de la gestion des vergers, et les négociations liées à la commercialisation. Ces observations ont été consignées dans des journaux de terrain détaillés. Troisièmement, une analyse documentaire des politiques agricoles nationales, des textes fonciers et des rapports d'organisations de développement a complété le dispositif empirique.

3. Traitement et analyse des données

Les entretiens retranscrits ont fait l'objet d'une analyse thématique systématique (Braun et Clarke, 2006), procédant en trois étapes : codage inductif initial identifiant les thèmes émergents ; regroupement des codes en catégories analytiques ; interprétation théorique à la lumière du cadre conceptuel mobilisé. Le logiciel NVivo a été utilisé pour faciliter le codage et assurer la traçabilité du processus analytique. Les données quantitatives issues des questionnaires structurés ont été traitées par statistiques descriptives (distributions de fréquence, moyennes, écarts-types) et analyses comparatives bivariées (tests du chi-deux pour les variables catégorielles). L'ensemble du processus d'analyse a été guidé par une logique de triangulation méthodologique (Olivier de Sardan, 2008), confrontant systématiquement les déclarations des enquêtés, les

observations directes et les données documentaires afin de renforcer la validité interne des résultats.

B. Approches théoriques et revue de la littérature sur la substitution arboricole

Les transformations agraires observées en Afrique subsaharienne au cours des dernières décennies ont suscité un intérêt croissant dans les travaux en sociologie rurale, en géographie agricole et en écologie politique. Parmi ces transformations, l'essor de l'arboriculture fruitière et, plus spécifiquement, la substitution progressive des cultures annuelles par des systèmes arboricoles pérennes, constitue un phénomène structurant des recompositions rurales contemporaines. Cette dynamique a été analysée sous différents angles théoriques.

Dans une perspective d'économie politique rurale, plusieurs auteurs ont montré que l'introduction ou l'expansion de cultures pérennes répond souvent à l'intégration croissante des espaces ruraux aux marchés régionaux et internationaux. Les travaux de Henry Bernstein soulignent notamment que la transformation des systèmes de production agricoles en Afrique s'inscrit dans des processus plus larges de commercialisation et de différenciation sociale. Dans cette optique, l'arboriculture fruitière apparaît comme une stratégie permettant aux exploitations familiales de diversifier leurs revenus et de stabiliser leur insertion dans les économies de marché.

Par ailleurs, les analyses issues de l'écologie politique mettent en évidence que les transformations agricoles ne peuvent être comprises indépendamment des rapports de pouvoir qui structurent l'accès aux ressources naturelles. Les transformations observées dans nos deux terrains s'éclairent à la lumière de la "théorie de l'accès" développée par Ribot et Peluso (2003). Ces auteurs démontrent que les dynamiques de

changement dans les systèmes agraires sont étroitement liées non seulement aux droits formels de propriété, mais surtout aux mécanismes effectifs d'accès et de contrôle des ressources foncières, qui peuvent s'appuyer sur des relations sociales, des institutions, des rapports de pouvoir et des structures d'opportunité diverses. Dans le cas de l'arboriculture fruitière, l'investissement à long terme que représentent les plantations d'arbres renforce l'importance de la sécurisation foncière et modifie les relations entre acteurs locaux, autorités traditionnelles et institutions étatiques.

Les recherches menées dans différentes régions d'Afrique montrent également que l'adoption de cultures arboricoles peut transformer les structures sociales rurales, notamment en ce qui concerne les rapports de genre et les relations intergénérationnelles. L'écologie politique féministe développée par Dianne Rocheleau et ses collaboratrices (Rocheleau et al., 1996) fournit un cadre analytique particulièrement pertinent pour comprendre les effets genrés de la substitution arboricole observée à Oyo et en Adamaoua. Ces auteures ont démontré de manière pionnière que les transformations des paysages agricoles qu'il s'agisse de déforestation, d'intensification ou, comme dans notre cas, d'arboriculture s'accompagnent souvent d'une redéfinition de l'accès aux ressources entre hommes et femmes, ainsi que d'une recomposition des rôles productifs au sein des ménages agricoles. Leur concept de "gendered landscapes" permet de saisir comment les changements agro-écologiques sont simultanément producteurs et produits de rapports sociaux de genre.

Toutefois, malgré ces contributions, la notion de substitution arboricole reste encore relativement peu conceptualisée dans les études comparatives africaines. De nombreuses recherches se sont concentrées sur des cultures spécifiques (cacao, café, palmier à huile), laissant moins

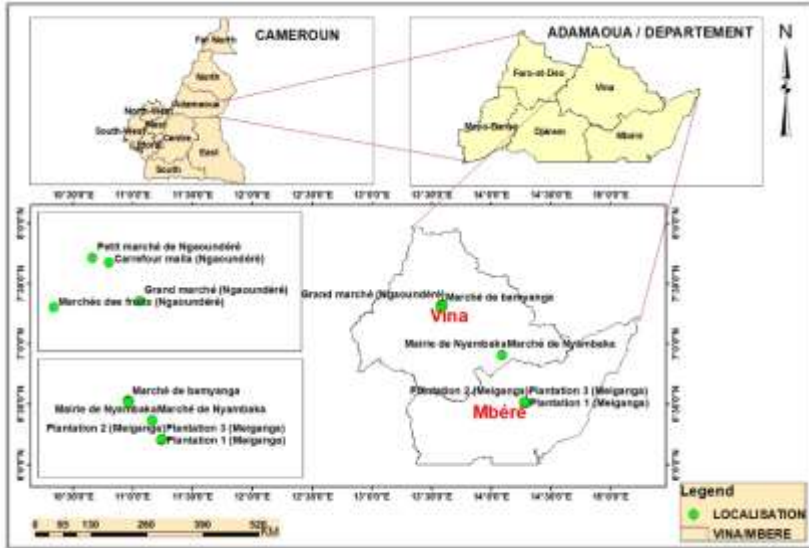
explorée la dynamique plus large par laquelle les agriculteurs réorganisent progressivement leurs systèmes de production autour d'arbres fruitiers. Cette lacune justifie l'intérêt d'une analyse comparative centrée sur l'arboriculture fruitière et ses effets socio-écologiques.

C. Présentation et caractéristiques des zones d'étude

L'analyse de la substitution arboricole dans cet article s'appuie sur une comparaison entre deux espaces ruraux ouest-africains présentant des caractéristiques écologiques et socio-économiques contrastées : la région de l'Adamaoua au Cameroun et l'État d'Oyo au Nigeria. Le choix de ces deux terrains répond à une logique analytique visant à comprendre comment des contextes différents influencent les trajectoires de transformation agricole.

La région de l'Adamaoua, située dans la partie septentrionale du Cameroun, constitue une zone de transition agroécologique entre les savanes soudaniennes et les zones forestières du sud. L'agriculture y est majoritairement familiale et repose sur une combinaison de cultures vivrières, d'élevage et, de plus en plus, d'arboriculture fruitière. Les systèmes fonciers y sont fortement marqués par l'influence des autorités traditionnelles, notamment les lamidats, qui jouent un rôle central dans l'attribution et la gestion des terres agricoles. Dans ce contexte, l'adoption de l'arboriculture fruitière s'inscrit souvent dans des logiques progressives d'adaptation aux contraintes économiques et climatiques.

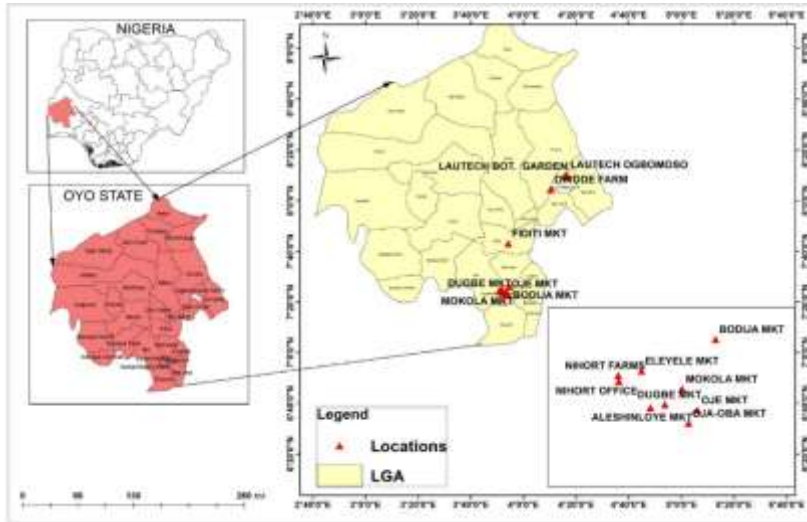
Carte 1 : localisation de la zone d'étude Adamaoua-Cameroun



Source : Réalisation par Mr. Aigbokhan Oseyomon John à partir des données OpenStreetMap, 2024

À l'inverse, l'État d'Oyo, situé dans le sud-ouest du Nigeria, se caractérise par une forte densité démographique, une proximité avec de grands centres urbains et une intégration avancée aux circuits commerciaux régionaux. Les villes d'Ibadan et de Lagos constituent des pôles majeurs de consommation et d'échanges, influençant directement les orientations productives des zones rurales environnantes. Dans ce contexte, l'arboriculture fruitière se développe dans une logique plus commerciale, avec une intensification des pratiques culturales et une orientation marquée vers les marchés urbains.

Carte 2 : localisation de la zone d'étude Oyo State- Nigéria



Source : Réalisation par Mr. Aigbokhan Oseyomon John, à partir des données OpenStreetMap, 2024

Les données empiriques mobilisées dans cette étude reposent sur une enquête de terrain menée auprès de 120 producteurs (80 dans l'État d'Oyo et 40 dans la région de l'Adamaoua), complétée par des observations ethnographiques et l'analyse de documents institutionnels. Cette approche comparative permet d'identifier à la fois les convergences et les divergences dans les processus de transformation agricole observés dans les deux contextes.

La mise en perspective théorique et contextuelle présentée dans cette première partie permet de situer la substitution arboricole dans les débats scientifiques sur les transformations rurales en Afrique subsaharienne. Elle offre également les éléments nécessaires pour comprendre les configurations spécifiques observées dans les deux terrains

étudiés, qui seront analysées dans la section suivante consacrée aux formes différenciées de la substitution arboricole.

II. De la configuration différenciée de la substitution arboricole

La substitution arboricole ne se déploie pas de manière uniforme dans les espaces ruraux d’Afrique de l’Ouest. Elle prend des formes différenciées selon les contextes écologiques, les systèmes fonciers, les structures sociales et l’influence des marchés urbains. Dans cette perspective comparative, la région de l’Adamaoua au Cameroun et l’État d’Oyo au Nigeria offrent deux configurations particulièrement révélatrices des trajectoires contemporaines de transformation agricole. Alors que l’Adamaoua se caractérise par une adoption progressive de l’arboriculture fruitière au sein de systèmes agricoles encore largement extensifs, Oyo présente une dynamique plus intensive, fortement connectée aux marchés urbains et aux réseaux commerciaux. Ces contrastes traduisent des différences dans l’accès aux ressources, l’organisation du travail agricole, la participation des femmes et des jeunes, ainsi que dans les stratégies d’investissement des producteurs. L’analyse de ces configurations permet ainsi de mieux comprendre comment la substitution arboricole contribue à redéfinir les dynamiques socio-écologiques et économiques des territoires ruraux étudiés.

1. Genre et participation agricole : parité versus patriarcat

Le genre constitue un axe de différenciation sociale majeur dans les systèmes agraires africains, structurant l’accès aux ressources productives, la division du travail et le contrôle des revenus agricoles. Toutefois, contrairement aux approches essentialistes qui naturalisent la marginalisation économique des femmes, l’analyse comparative révèle que les rapports de genre

en agriculture sont socialement construits et institutionnellement variables. La question n'est donc pas de savoir si les femmes participent à l'arboriculture fruitière, mais dans quelles conditions institutionnelles cette participation devient possible ou, au contraire, structurellement empêchée. La divergence la plus frappante entre nos deux terrains concerne précisément la structure de genre de la participation agricole. Le Tableau 1 présente la répartition par genre des arboriculteurs dans les deux régions.

Tableau 1. Répartition par genre des arboriculteurs

Genre	Oyo (Nigeria)	Adamaoua (Cameroun)
Hommes	80%	50%
Femmes	20%	50%
<i>Interprétation</i>	Domination masculine	Parité parfaite

Source : Enquêtes de terrain, 2023. N=120 (Oyo : 80, Adamaoua : 40)

La parité observée dans l'Adamaoua contraste radicalement avec la situation d'Oyo et invalide les thèses essentialistes qui postulent une domination masculine « naturelle » dans l'agriculture africaine. À Oyo, la domination masculine s'explique principalement par le système foncier patrilinéaire yoruba dans lequel les terres sont transmises de père en fils, les femmes n'accédant aux terres que de manière indirecte et précaire (Berry 1989). Dans l'Adamaoua, plusieurs facteurs conjugués expliquent la parité : des systèmes lignagers

reconnaissant des droits fonciers féminins plus substantiels, des politiques foncières post-coloniales théoriquement égalitaires et la présence d'ONG promouvant l'autonomisation économique des femmes (Nguéa 2014).

2. Dynamiques générationnelles : renouvellement versus vieillissement

La question de la reproduction sociale de la paysannerie africaine a suscité un regain d'attention académique au cours de la dernière décennie (White, 2012 ; Losch et al., 2013 ; Yeboah et al., 2020). Ces travaux convergent pour souligner que l'« exode rural » des jeunes ne traduit pas un rejet culturel de l'agriculture mais résulte de contraintes structurelles : saturation foncière, faible rentabilité, absence d'accompagnement institutionnel qui rendent l'installation agricole objectivement difficile, voire impossible. Toutefois, cette littérature tend à généraliser une tendance observée dans certains contextes sans toujours examiner les contre-exemples où un renouvellement générationnel demeure effectif. Notre comparaison entre Oyo et l'Adamaoua permet précisément d'identifier les conditions institutionnelles qui favorisent ou entravent l'insertion des jeunes dans l'arboriculture. Le second contraste majeur concerne la structure par âge des arboriculteurs, présentée dans le Tableau 2.

Tableau 2. Structure par âge des arboriculteurs

Tranche d'âge	Oyo (Nigeria)	Adamaoua (Cameroun)
18-25 ans	0%	20%
26-35 ans	0%	10%

Tranche d'âge	Oyo (Nigeria)	Adamaoua (Cameroun)
36-45 ans	25%	30%
46-55 ans	55%	20%
56-65 ans	20%	20%
< 36 ans (Total)	0%	30%

Source : *Enquêtes de terrain, 2023.*

L'absence totale de jeunes agriculteurs à Oyo constitue un indicateur de ce que White (2012) a qualifié de « *crise de reproduction sociale* » de la paysannerie africaine. À Oyo, la pression foncière extrême et la proximité des métropoles de Lagos et Ibadan offrent des opportunités alternatives plus attractives. Dans l'Adamaoua, la disponibilité foncière relative et la valorisation de l'arboriculture comme activité « *moderne* » expliquent la présence de jeunes. Un jeune agriculteur de 24 ans expliquait : « *Cultiver les mangues et les avocats, c'est mieux que le maïs. On peut vendre en ville, ça rapporte plus* » (Entretien, Adamaoua, juin 2023).

3. Persistance des savoirs traditionnels et hybridation des pratiques

Les travaux fondateurs de Paul Richards (1985) sur la « rationalité paysanne » ont établi que les agriculteurs africains ne sont pas de simples récepteurs passifs de technologies exogènes mais des expérimentateurs actifs qui évaluent, adaptent et transforment les innovations disponibles. Plus récemment, Scoones et Thompson (2009) ont théorisé la « co-production de savoirs » agricoles, soulignant que les connaissances efficaces

émergent souvent de la combinaison créative entre pratiques locales et apports scientifiques. Notre analyse des systèmes de culture arboricole à Oyo et dans l'Adamaoua confirme et approfondit ces perspectives en documentant la persistance remarquable des savoirs traditionnels et les formes variées d'hybridation technique selon les contextes. Le Tableau 3 présente les méthodes de culture adoptées par les arboriculteurs, révélant des stratégies contrastées d'intégration ou de polarisation technique.

Tableau 3. Méthodes de culture et hybridation technique

Méthode de culture	Oyo (Nigeria)	Adamaoua (Cameroun)
Traditionnelle seulement	55%	20%
Moderne seulement	30%	0%
Mixte (hybridation)	15%	80%
<i>Possession de savoirs traditionnels</i>	70%	80%
<i>Pattern dominant</i>	Polarisé	Intégré/Hybride

Source : Enquêtes de terrain, 2023.

Ces données révèlent une persistance remarquable des savoirs traditionnels (70-80%) couplée à des formes d'hybridation contrastées. À Oyo, la structure polarisée reflète des trajectoires socio-économiques différenciées : les agriculteurs aisés optent pour une intensification moderne tandis que les plus modestes maintiennent les pratiques ancestrales par

défaut. L'Adamaoua illustre un modèle agro-écologique hybridé combinant savoirs locaux et innovations, résultat d'une approche pragmatique de gestion des risques (Scoones et Thompson 2009). Un agriculteur décrivait : « J'utilise le fumier de mes vaches, comme mon père, mais j'achète aussi un peu d'engrais. Pour les maladies, je fais d'abord avec les plantes du bush, et si ça ne marche pas, je prends les produits du programme agricole » (Entretien, Adamaoua, juillet 2023).

III. Conflits et gouvernance des ressources

Cette section articule deux niveaux d'analyse complémentaires. Dans un premier temps, nous documentons la conflictualité foncière élevée qui caractérise les deux terrains, en identifiant les typologies de conflits spécifiques à chaque contexte : litiges d'héritage et contestations de limites à Oyo, tensions agro-pastorales en Adamaoua. Dans un second temps, nous analysons les déficits institutionnels de gouvernance qui expliquent la persistance et l'intensification de ces conflits : fragmentation des autorités régulatrices, corruption perçue, inaccessibilité des mécanismes formels de résolution, et délégitimation partielle des instances coutumières. Cette double analyse permet de comprendre comment l'expansion arboricole, en l'absence de dispositifs institutionnels adaptés, exacerbe les tensions préexistantes et génère de nouvelles formes de conflictualité. Les deux régions présentent des niveaux élevés de conflictualité, mais avec des typologies distinctes présentées dans le Tableau 4.

Tableau 4. Conflits et types de tensions autour des ressources agricoles

Type de conflit	Oyo (Nigeria)	Adamaoua (Cameroun)
Prévalence des conflits	65%	80%
Propriété foncière	Fréquent	30%
Litiges de limites	Fréquent	20%
Conflits agriculteurs-éleveurs	<i>Rare/Absent</i>	30% (MAJEUR)
Vols agricoles	Modéré	20%
Source principale	Rareté foncière	Tensions agro-pastorales

Source : Enquêtes de terrain, 2023.

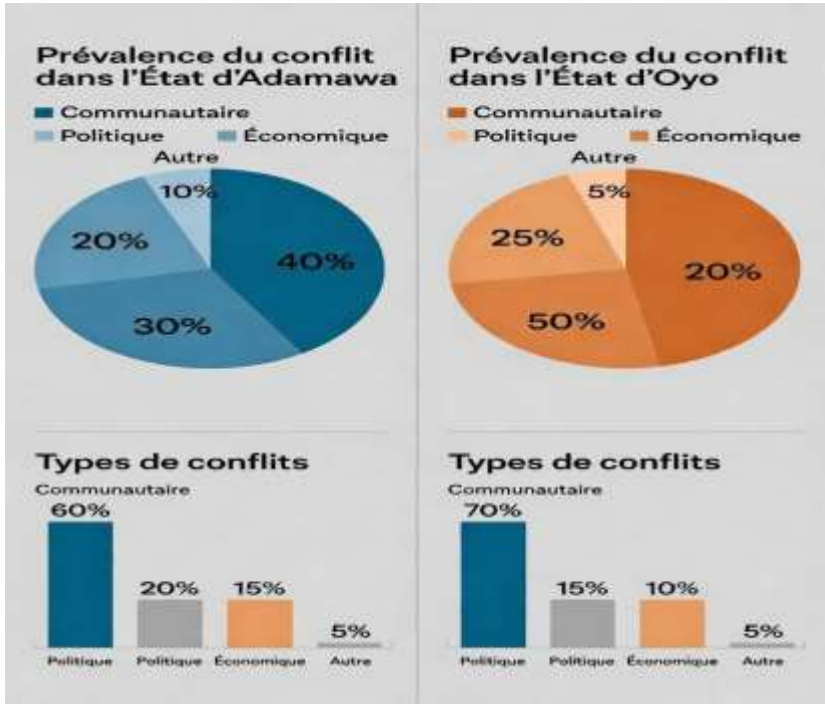


Figure 1 : Prévalence et types de conflits fonciers liés à l'arboriculture fruitière dans l'État d'Adamaoua (Cameroun) et l'État d'Oyo (Nigeria)

Source : Enquête par questionnaire auprès de 120 arboriculteurs (Adamaoua N=40, Oyo N=80), 2023-2024. Traitement et visualisation : DIDJA VERONIQUE KATCHI.

À Oyo, les conflits reflètent une pression foncière intense caractéristique des zones densément peuplées : litiges de limites, contestations d'héritages, revendications concurrentes. Ces tensions s'inscrivent dans un contexte de marchandisation accélérée des terres (Cotula et al. 2004 ; Peters 2004). Dans

l'Adamaoua, la conflictualité plus élevée (80%) est dominée par les tensions agro-pastorales, particulièrement durant la saison pluvieuse lorsque les troupeaux pénètrent dans les zones agricoles. Les arbres fruitiers occupent une place particulière car leur destruction représente une perte économique considérable (Moritz 2010 ; Turner 1999).

1. Synthèse comparative

L'analyse comparative révèle une tension dialectique entre divergences et convergences. D'un côté, des différences structurelles majeures opposent Oyo et l'Adamaoua : domination masculine versus parité de genre, vieillissement versus renouvellement générationnel, polarisation technique versus hybridation pragmatique. De l'autre, des convergences significatives rapprochent les deux contextes : conflictualité foncière élevée, déficits de gouvernance institutionnelle, persistance des savoirs traditionnels. Cette dualité n'est pas contradictoire mais révélatrice : les divergences témoignent de l'influence déterminante des configurations institutionnelles locales, tandis que les convergences signalent des contraintes régionales transversales affectant l'ensemble des agricultures ouest-africaines. Le Tableau 5 propose une synthèse des principales divergences et convergences identifiées entre les deux contextes.

Tableau 5. Synthèse comparative : divergences et convergences structurelles

Dimension	Oyo (Nigeria)	Adamaoua (Cameroun)
DIVERGENCES STRUCTURELLES		
Structure de genre	Patriarcale (80% H / 20% F)	Paritaire (50% H / 50% F)
Dynamique générationnelle	Vieillessement (0% < 36 ans)	Renouvellement (30% < 36 ans)
Intégration technique	Polarisée (15% mixte)	Hybride (80% mixte)
Type de conflit dominant	Foncier/limites	Agro-pastoral
CONVERGENCES TRANSVERSALES		
Savoirs traditionnels	Forte rétention (70-80%)	
Prévalence des conflits	Élevée (65-80%)	
Transformation locale	Faible (30-35%)	
Commerce (genre)	Féminisation (60-70% femmes)	

Source : Synthèse des enquêtes de terrain, 2023.

2. Des trajectoires différenciées de transformation socio-écologique

La comparaison entre l'Adamaoua et Oyo apporte une contribution empirique significative aux débats théoriques sur les transformations agraires en Afrique. Nos résultats démontrent que les inégalités de genre ne relèvent ni de déterminismes culturels immuables ni de contraintes biologiques, mais constituent des constructions sociales profondément ancrées dans des institutions spécifiques : régimes fonciers, systèmes de parenté, politiques publiques susceptibles de varier considérablement d'un contexte à l'autre. La parité observée dans l'Adamaoua établit empiriquement qu'une participation égalitaire des femmes à l'arboriculture fruitière est non seulement possible mais effectivement réalisée dans certaines configurations institutionnelles (Jackson 2007 ; Razavi 2009).

L'absence totale de jeunes arboriculteurs à Oyo soulève des questions fondamentales sur la soutenabilité à long terme de l'agriculture dans les zones de forte pression démographique. Cette situation ne résulte pas d'un « désintérêt » abstrait des jeunes pour l'agriculture, mais d'un calcul rationnel face à des structures d'opportunité profondément inégales. Le contraste avec l'Adamaoua suggère que la « crise générationnelle » peut être endiguée lorsque certaines conditions structurelles sont réunies : accès réel à la terre, rentabilité suffisante, valorisation sociale du métier, et absence d'alternatives massivement plus attractives (Sumberg et al. 2012 ; White 2012).

La persistance des savoirs traditionnels dans les deux contextes, combinée aux formes sophistiquées d'hybridation observées particulièrement dans l'Adamaoua, remet en question les modèles linéaires qui postulent une substitution progressive des pratiques « traditionnelles » par des techniques « modernes ». Nos données suggèrent plutôt un processus complexe de

bricolage où les agriculteurs sélectionnent, adaptent et combinent différentes sources de connaissances. Cette capacité d'hybridation constitue une forme de résilience socio-écologique face aux incertitudes multiples (Scoones et Thompson 2009 ; Berkes et al. 2000).

Conclusion

Cette analyse comparative de la substitution arboricole dans la région de l'Adamaoua (Cameroun) et l'État d'Oyo (Nigeria) a permis de mettre en lumière les configurations différenciées selon lesquelles se déploient les transformations socio-écologiques dans les espaces ruraux ouest-africains contemporains. Au terme de cette recherche, trois résultats empiriques majeurs se dégagent, qui éclairent les débats théoriques sur les dynamiques agraires africaines et ouvrent des perspectives d'action pour les politiques publiques.

Le premier résultat concerne les rapports sociaux de genre dans l'accès à l'arboriculture fruitière. La comparaison révèle une divergence structurelle majeure : tandis que l'État d'Oyo demeure marqué par une domination masculine prononcée (80 % d'hommes producteurs, 20 % de femmes), la région de l'Adamaoua présente une parité parfaite (50 % - 50 %). Cette différence ne relève ni de déterminismes culturels immuables ni de contraintes biologiques, mais résulte de configurations institutionnelles distinctes. À Oyo, le système foncier patrilinéaire yoruba, dans lequel les terres sont transmises de père en fils et où les droits d'usage féminins demeurent précaires et révocables, constitue le principal obstacle à l'investissement des femmes dans des cultures pérennes dont la rentabilité ne se matérialise qu'après plusieurs années. Dans l'Adamaoua, la parité productive s'explique par une conjonction de facteurs : des systèmes lignagers reconnaissant des droits fonciers féminins plus substantiels, des

politiques foncières post-coloniales théoriquement égalitaires, et l'action d'organisations non gouvernementales promouvant l'autonomisation économique des femmes. Toutefois, cette parité quantitative ne doit pas masquer les inégalités qualitatives persistantes : dans les deux contextes, le leadership décisionnel au sein des organisations paysannes demeure majoritairement masculin (70 % en Adamaoua), et les femmes sont surreprésentées dans la commercialisation (60-70 %) plutôt que dans la production. Ces résultats démontrent que les inégalités de genre en agriculture constituent des constructions sociales susceptibles de transformation par des interventions institutionnelles appropriées.

Le deuxième résultat porte sur les dynamiques générationnelles et la reproduction sociale de l'arboriculture fruitière. Le contraste observé est saisissant : l'État d'Oyo ne compte aucun arboriculteur de moins de 36 ans dans notre échantillon (0 %), traduisant une crise profonde de renouvellement générationnel, tandis que la région de l'Adamaoua présente une participation significative des jeunes (30 % de moins de 36 ans, dont 20 % dans la tranche 18-25 ans). Cette divergence invalide les lectures culturalistes qui attribuent la « fuite des jeunes » hors de l'agriculture à un supposé désintérêt générationnel, et souligne au contraire le rôle déterminant des structures d'opportunité concrètes. À Oyo, la saturation foncière, la rigidité du système d'héritage patrilinéaire, la proximité des métropoles de Lagos et Ibadan offrant des alternatives économiques attractives, et la dévalorisation sociale du statut d'agriculteur rendent l'installation des jeunes dans l'arboriculture objectivement difficile, voire impossible. Dans l'Adamaoua, la disponibilité foncière relative, la diversité des modalités d'accès à la terre (achat, location, prêt familial), et la valorisation de l'arboriculture comme activité « moderne » et rentable créent des conditions plus favorables à l'insertion des jeunes. Ces résultats

suggèrent que la « crise générationnelle » de l'agriculture africaine n'est ni inévitable ni universelle, mais peut être endiguée par des politiques visant à améliorer structurellement l'attractivité de l'activité agricole.

Le troisième résultat concerne la persistance des savoirs traditionnels et les formes d'hybridation technique. Dans les deux contextes, une proportion élevée d'arboriculteurs (70 % à Oyo, 80 % dans l'Adamaoua) déclare posséder et mobiliser activement des connaissances écologiques locales relatives à la gestion des vergers, aux cycles naturels, à la protection des cultures et à la fertilité des sols. Toutefois, les modalités d'articulation entre savoirs traditionnels et innovations modernes diffèrent significativement. À Oyo, la structure technique apparaît polarisée : 55 % des producteurs s'appuient exclusivement sur les pratiques ancestrales, 30 % adoptent massivement les intrants modernes, et seulement 15 % pratiquent une hybridation. Dans l'Adamaoua, 80 % des exploitations combinent de manière flexible savoirs locaux et techniques modernes, illustrant ce que nous qualifions d'« agro-écologie pragmatique ». Cette hybridation ne constitue pas une « transition incomplète » vers la modernité mais représente une stratégie rationnelle de gestion des risques face aux incertitudes climatiques, économiques et institutionnelles. Ces résultats remettent en question les modèles linéaires de modernisation agricole et plaident pour des politiques de développement valorisant la co-production de savoirs entre agriculteurs et chercheurs.

Sur le plan théorique, cette recherche apporte trois contributions principales aux études agraires africaines. Premièrement, elle démontre empiriquement la pertinence d'une approche d'écologie politique féministe pour comprendre les transformations agricoles, en établissant que les rapports de genre constituent un principe structurant fondamental des processus de changement, et non une dimension secondaire ou

dérivée. L'opposition entre la domination masculine à Oyo et la parité dans l'Adamaoua illustre que les inégalités de genre en agriculture sont institutionnellement produites et potentiellement transformables. Deuxièmement, elle nuance les narratifs linéaires de modernisation agricole en documentant la coexistence et l'hybridation sophistiquée de pratiques et de savoirs multiples. Les agriculteurs ne font pas face à un choix binaire entre « tradition » et « modernité », mais opèrent une sélection stratégique et contextuelle des ressources cognitives et techniques disponibles. Troisièmement, elle souligne l'importance cruciale des configurations institutionnelles régimes fonciers, systèmes de parenté, politiques publiques, organisations locales dans la détermination des trajectoires de transformation. Les divergences observées entre Oyo et l'Adamaoua ne s'expliquent ni par des différences de « mentalités » ni par des écarts de « développement », mais par des arrangements institutionnels distincts produisant des structures d'opportunité et de contrainte radicalement différentes.

Au-delà de ses contributions académiques, cette recherche présente une portée utilitaire directe pour l'élaboration de politiques agricoles contextualisées et efficaces en Afrique de l'Ouest. Quatre axes d'intervention prioritaires se dégagent de l'analyse.

Premièrement, la sécurisation foncière inclusive constitue la condition préalable à tout développement durable de l'arboriculture fruitière. À Oyo, des réformes visant à garantir des droits fonciers explicites et protégés pour les femmes, indépendamment de leur statut matrimonial, apparaissent indispensables pour lever l'obstacle principal à leur participation productive. La simplification des procédures d'accès au Certificate of Occupancy prévu par le Land Use Act nigérian, actuellement inaccessible aux petits producteurs en raison de sa complexité administrative et de son coût prohibitif, permettrait

également de sécuriser les investissements arboricoles à long terme. Dans l'Adamaoua, la priorité porte sur la gestion des conflits agro-pastoraux à travers la délimitation concertée de zones d'usage agricole et pastoral, la sécurisation des couloirs de transhumance, et le renforcement des mécanismes de médiation associant autorités traditionnelles, administration locale et représentants des communautés concernées. Dans les deux contextes, la création d'instances décentralisées de médiation foncière, accessibles et légitimes, contribuerait à réduire la conflictualité structurelle documentée par notre recherche.

Deuxièmement, l'insertion des jeunes dans l'arboriculture exige des politiques volontaristes s'attaquant aux obstacles structurels identifiés. À Oyo, la création de fonds publics facilitant l'accès foncier des jeunes à travers la location longue durée, l'acquisition progressive ou les cessions anticipées apparaît comme un levier d'action crucial. Des programmes de formation professionnelle adaptés aux aspirations des jeunes générations, intégrant entrepreneuriat agricole, outils numériques de commercialisation et techniques agro-écologiques modernes, permettraient de valoriser l'image de l'arboriculture et de la rendre compétitive face aux alternatives urbaines. Dans l'Adamaoua, où un renouvellement générationnel est déjà en cours, l'enjeu consiste à consolider et amplifier cette dynamique en soutenant les jeunes arboriculteurs innovants à travers l'accès au crédit, l'accompagnement technique et la création de débouchés commerciaux rémunérateurs.

Troisièmement, la valorisation et la codification des savoirs écologiques locaux, combinées à leur articulation avec les connaissances scientifiques, apparaissent comme une voie prometteuse pour développer des systèmes arboricoles à la fois productifs et résilients. Nos résultats montrent que les agriculteurs possèdent des répertoires cognitifs sophistiqués, constamment actualisés et adaptés aux conditions locales. Les

politiques agricoles devraient reconnaître cette expertise et la mobiliser systématiquement, plutôt que de la marginaliser au profit de paquets technologiques standardisés. Des approches participatives de recherche-développement, associant étroitement producteurs et chercheurs dans l'identification des problèmes, la conception des expérimentations et l'évaluation des résultats, permettraient de co-produire des innovations contextualisées et appropriables. Le modèle d'hybridation pragmatique observé dans l'Adamaoua offre un exemple inspirant de ce que pourrait être une agro-écologie véritablement enracinée dans les réalités locales.

Quatrièmement, le renforcement des capacités de transformation locale et de commercialisation collective constitue un levier stratégique pour améliorer la captation de valeur ajoutée par les producteurs. Nos données révèlent une faiblesse persistante de la transformation locale des produits fruitiers (30-35 % dans les deux contextes), générant des pertes post-récolte considérables (25-40 %) et limitant les revenus agricoles. L'appui à la création de centres de transformation villageois équipés de matériel adapté (séchoirs solaires, broyeurs, extracteurs), combiné à des formations techniques et à l'ouverture de débouchés garantis, permettrait de diversifier les revenus ruraux et de réduire la vulnérabilité face aux fluctuations de prix des produits frais. Le renforcement des organisations paysannes, à travers l'appui à la commercialisation collective et l'accès groupé aux intrants, contribuerait également à rééquilibrer les rapports de force au sein des chaînes de valeur fruitières, actuellement dominées par les intermédiaires urbains.

Cette recherche comporte plusieurs limites qu'il convient d'assumer explicitement afin d'en circonscrire la portée et d'identifier les pistes de prolongement scientifique. La temporalité de l'enquête (dix-huit mois) ne permet pas d'observer directement les dynamiques de changement à long terme, notamment les trajectoires intergénérationnelles de

transmission des exploitations arboricoles et les effets cumulatifs de l'intensification ou de la diversification productive. La nature partiellement déclarative des données économiques introduit des marges d'incertitude inhérentes aux contextes d'économie informelle où la comptabilité formelle est rare. L'absence d'analyse biophysique approfondie données pédologiques, bilans hydriques, évaluations de la biodiversité limite notre compréhension des dimensions strictement écologiques des systèmes observés. Enfin, la comparaison binariste entre deux contextes, si elle permet une profondeur analytique réelle, restreint nécessairement la généralisabilité des conclusions à l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Ces limites ouvrent plusieurs perspectives de recherche futures. Des études longitudinales sur dix à quinze ans permettraient d'observer les trajectoires de transformation dans leur épaisseur temporelle, en documentant les processus d'accumulation ou de décapitalisation, les évolutions des rapports sociaux, et les adaptations aux chocs climatiques et économiques. Des analyses intégrées combinant dimensions sociales, économiques et biophysiques enrichiraient la compréhension des interrelations complexes entre pratiques agricoles, fertilité des sols, biodiversité et résilience écologique. L'extension comparative à d'autres régions africaines zones sahéliennes (karité, anacarde), Afrique orientale (café), Afrique australe (agrumes) permettrait de tester la robustesse de nos conclusions et d'identifier des patterns régionaux plus larges. Enfin, l'analyse approfondie des chaînes de valeur régionales et transfrontalières, suivant les circuits commerciaux depuis les zones de production jusqu'aux marchés de consommation finaux, y compris dans d'autres pays, éclairerait les dynamiques d'intégration marchande et de captation de valeur à différentes échelles spatiales. Ces prolongements contribueraient à construire une sociologie rurale comparative véritablement

cumulative des transformations agraires africaines contemporaines.

Références bibliographiques

- BATTERBURY Simon P. J. et FERNANDO Jude L., « Rescaling governance and the impacts of political and environmental decentralization », *World Development*, 34/11, 2006, pp. 1851-1863.
- BERKES Fikret, COLDING Johan et FOLKE Carl, « Rediscovery of traditional ecological knowledge as adaptive management », *Ecological Applications*, 10/5, 2000, pp. 1251-1262.
- BERNSTEIN Henry, 2010. *Class Dynamics of Agrarian Change*, Fernwood Publishing, Halifax.
- BERRY Sara, « Social Institutions and Access to Resources in African Agriculture », *Africa*, 59/1, 1989, pp. 41-55.
- BRAUN Virginia et CLARKE Victoria, « Using thematic analysis in psychology », *Qualitative Research in Psychology*, 3/2, 2006, pp. 77-101.
- CHAUVEAU Jean-Pierre, COLIN Jean-Philippe, JACOB Jean-Pierre, LAVIGNE DELVILLE Philippe et LE MEUR Pierre-Yves, « Modes d'accès à la terre, marchés fonciers, gouvernance et politiques foncières en Afrique de l'Ouest : résultats du projet de recherche CLAIMS », *IIED Issue Paper*, N°139, 2006.
- COTULA Lorenzo, TOULMIN Camilla et HESSE Ced, 2004. *Land Tenure and Administration in Africa: Lessons of Experience and Emerging Issues*, IIED, London.
- ELMHIRST Rebecca, « Introducing New Feminist Political Ecologies », *Geoforum*, 42/2, 2011, pp. 129-132.
- FOLD Niels et GOUGH Katherine V., « From smallholders to transnationals: The impact of changing consumer

- preferences in the EU on Ghana's pineapple sector », *Geoforum*, 39/5, 2008, pp. 1687-1697.
- GIBBON Peter et PONTE Stefano, 2005. *Trading Down: Africa, Value Chains, and the Global Economy*, Temple University Press, Philadelphia.
- JACKSON Cecile, « Resolving risk? Marriage and creative conjugality », *Development and Change*, 38/1, 2007, pp. 107-129.
- LOSCH Bruno, FRÉGUIN-GRESH Sandrine et WHITE Eric T., 2013. *Structural Dimensions of Liberalization on Agriculture and Rural Development: A Cross-Regional Analysis on Rural Change*, World Bank, Washington DC.
- MORITZ Mark, « Crop-livestock conflicts in the Chad Basin », *Human Ecology*, 38/6, 2010, pp. 745-755.
- NGUÉA Salomon Nsossé, « Les politiques foncières au Cameroun : Entre permanence et changement », *Afrique contemporaine*, 251/3, 2014, pp. 107-123.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2008. *La rigueur du qualitatif*, Academia-Bruylant, Louvain-la-Neuve.
- PETERS Pauline E., « Inequality and social conflict over land in Africa », *Journal of Agrarian Change*, 4/3, 2004, pp. 269-314.
- RAZAVI Shahra, « Engendering the political economy of agrarian change », *Journal of Peasant Studies*, 36/1, 2009, pp. 197-226.
- RIBOT Jesse C. et PELUSO Nancy Lee, « A Theory of Access », *Rural Sociology*, 68/2, 2003, pp. 153-181.
- RICHARDS Paul, 1985. *Indigenous Agricultural Revolution: Ecology and Food Production in West Africa*, Hutchinson, London.
- ROBBINS Paul, 2012. *Political Ecology: A Critical Introduction* (2^e éd.), Wiley-Blackwell, Chichester.
- ROCHELEAU Dianne, THOMAS-SLAYTER Barbara et WANGARI Esther (Eds.), 1996. *Feminist Political*

- Ecology: Global Issues and Local Experiences*, Routledge, London.
- RUF François et SCHROTH Götz, « Chocolate forests and monocultures: A historical review of cocoa growing and its conflicting role in tropical deforestation and forest conservation ». In: *Agroforestry and Biodiversity Conservation in Tropical Landscapes*, G. SCHROTH et al. (Eds.), pp. 107-134, Island Press, Washington DC, 2015.
- SCHROTH Götz, DA FONSECA Gustavo A. B., HARVEY Celia A., GASCON Claude, VASCONCELOS Heraldo L. et IZAC Anne Marie N. (Eds.), 2004. *Agroforestry and Biodiversity Conservation in Tropical Landscapes*, Island Press, Washington DC.
- SCOONES Ian et THOMPSON John (Eds.), 2009. *Farmer First Revisited: Innovation for Agricultural Research and Development*, Practical Action Publishing, Rugby.
- SUMBERG James, ANYIDOHO Nana Akua, LEAVY Jennifer, TE LINTELO Dolf J. H. et WELLARD Kate, « Introduction: The young people and agriculture 'problem' in Africa », *IDS Bulletin*, 43/6, 2012, pp. 1-8.
- TARROW Sidney, « The strategy of paired comparison: Toward a theory of practice », *Comparative Political Studies*, 43/2, 2010, pp. 230-259.
- TURNER Matthew D., « Conflict, environmental change, and social institutions in dryland Africa », *Society & Natural Resources*, 12/7, 1999, pp. 643-657.
- WATTS Michael, 2000. Political ecology. In: *A Companion to Economic Geography*, E. SHEPPARD & T. J. BARNES (Eds.), pp. 257-274, Blackwell, Oxford.
- WHITE Ben, « Agriculture and the generation problem: Rural youth, employment and the future of farming », *IDS Bulletin*, 43/6, 2012, pp. 9-19.
- YEBOAH Thomas, BOATENG Felix Owusu, OWUSU Andrews Yaw, KUMI Emmanuel et ANSONG David, «

- The determinants of rural youth migration to urban areas in Ghana », *Review of Agricultural and Applied Economics*, 23/1, 2020, pp. 35-43.
- Batterbury, S. P. J., & Fernando, J. L. (2006). « Rescaling governance and the impacts of political and environmental decentralization », *World Development*, 34(11), 1851-1863.
- Berkes, F., Colding, J., & Folke, C. (2000). « Rediscovery of traditional ecological knowledge as adaptive management », *Ecological Applications*, 10(5), 1251-1262.
- Bernstein, H. (2010). *Class Dynamics of Agrarian Change*, Halifax, Fernwood Publishing.
- Berry, S. (1989). « Social Institutions and Access to Resources in African Agriculture », *Africa*, 59(1), 41-55.
- Cotula, L., Toulmin, C., & Hesse, C. (2004). *Land Tenure and Administration in Africa : Lessons of Experience and Emerging Issues*, London, IIED.
- Elmhirst, R. (2011), « Introducing New Feminist Political Ecologies », *Geoforum*, 42(2), 129-132.
- Gibbon, P., & Ponte, S. (2005). *Trading Down: Africa, Value Chains, and the Global Economy*. Philadelphia: Temple University Press.
- Jackson, C. (2007). Resolving risk? Marriage and creative conjugality. *Development and Change*, 38(1), 107-129.
- Moritz, M. (2010). Crop-livestock conflicts in the Chad Basin. *Human Ecology*, 38(6), 745-755.
- Nguéa, S. N. (2014). Les politiques foncières au Cameroun : Entre permanence et changement. *Afrique contemporaine*, 251(3), 107-123.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2008). *La rigueur du qualitatif*. Louvain-la-Neuve: Academia-Bruylant.
- Peters, P. E. (2004). Inequality and social conflict over land in Africa. *Journal of Agrarian Change*, 4(3), 269-314.

- Razavi, S. (2009). Engendering the political economy of agrarian change. *Journal of Peasant Studies*, 36(1), 197-226.
- Ribot, J. C., & Peluso, N. L. (2003). A Theory of Access. *Rural Sociology*, 68(2), 153-181.
<https://doi.org/10.1111/j.1549-0831.2003.tb00133.x>
- Robbins, P. (2012). *Political Ecology: A Critical Introduction* (2nd ed.). Chichester: Wiley-Blackwell.
- Rocheleau, D., Thomas-Slayer, B., & Wangari, E. (Eds.). (1996). *Feminist Political Ecology: Global Issues and Local Experiences*. London: Routledge.
- Scoones, I., & Thompson, J. (Eds.). (2009). *Farmer First Revisited: Innovation for Agricultural Research and Development*. Rugby: Practical Action Publishing.
- Sumberg, J., et al. (2012). Introduction: The young people and agriculture 'problem' in Africa. *IDS Bulletin*, 43(6), 1-8.
- Tarrow, S. (2010). The strategy of paired comparison: Toward a theory of practice. *Comparative Political Studies*, 43(2), 230-259.
- Turner, M. D. (1999). Conflict, environmental change, and social institutions in dryland Africa. *Society & Natural Resources*, 12(7), 643-657.
- Watts, M. (2000). Political ecology. In E. Sheppard & T. J. Barnes (Eds.), *A Companion to Economic Geography* (pp. 257-274). Oxford: Blackwell.
- White, B. (2012). Agriculture and the generation problem: Rural youth, employment and the future of farming. *IDS Bulletin*, 43(6), 9-19.